

«On préfère aider un dentiste qu'un travailleur au noir»

ÉPIDÉMIE La solidarité des Suisses se manifeste à la faveur du coronavirus, mais elle connaît les mêmes limites qu'avant la crise. Un sondage le révèle

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE LUGON ZUGRAVU
@LaureLugon

Lorsque les Suisses ont découvert les files d'attente pour un sac de nourriture d'une valeur de 20 francs, ce fut le choc. Pourtant, ils ne sont pas prêts à aider toutes les catégories touchées par la crise de manière inconditionnelle. Un sondage portant sur 1500 citoyens le révèle, financé par l'Université de Lausanne et le NCCR On the Move, dirigé par les professeurs Giuliano Bonoli et Flavia Fossati.

Votre sondage montre que 98% des Suisses sont favorables aux aides mises en œuvre par la Confédération. La preuve que les Suisses sont généreux? Oui, ils le sont, mais seulement avec ceux qu'ils considèrent comme méritants. Cette pesée du mérite s'articule ainsi: il faut que les bénéficiaires soient vraiment dans le besoin et aient démontré une envie de s'en sortir. Il faut qu'ils aient eux-mêmes contribué au bien commun, soit par le travail, en payant des cotisations, soit par le bénévolat. Enfin, les sondés sont plus enclins à venir en aide aux Suisses qu'aux étrangers. En résumé, les Suisses veulent bien être solidaires dans cette période exceptionnelle, mais ils ne sont pas prêts à baisser la garde vis-à-vis des profiteurs, potentiels ou imaginaires.

Votre sondage a été réalisé avant la médiatisation des files d'attente à Genève. Une étude a montré qu'il n'y avait que 3,6% de Suisses parmi ces personnes, mais 52% de sans-papiers et 28% de travailleurs au noir. Les résultats de votre étude seraient-ils les mêmes si elle était réalisée aujourd'hui? Probablement. Avec un bémol pour Genève, où on observerait peut-être davantage de bienveillance. Mais je ne pense pas que ce phénomène des files d'attente aurait eu un impact sur l'ensemble des Suisses. Car malgré la crise du coronavirus, on a retrouvé les mêmes préventions – oui à l'aide si elle est méritée – que lors d'études antérieures où la situation était normale.

Votre sondage démontre d'ailleurs que les travailleurs au noir ne suscitent pas la pitié. En effet, ils sont considérés comme les moins prioritaires dans l'attribution d'aides. C'est même cinq fois plus pénalisant que le fait d'être étranger. Nous avons soumis plusieurs profils hypothétiques aux sondés, tous touchés économiquement: des chauffeurs Uber, des coiffeurs, des dentistes, et du personnel de maison qui travaille au noir. Le résultat, c'est que les Suisses sont plus enclins à aider un dentiste qu'un travailleur au noir.



GIULIANO BONOLI
PROFESSEUR DE POLITIQUE
SOCIALE À L'IDHEAP,
UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

«Les stéréotypes anti-étrangers perdurent. Il faut dire que ces opinions ne sont pas toujours rationnelles, elles viennent du ventre»

En revanche, avoir deux enfants à charge, avoir un conjoint au chômage ou avoir fait du bénévolat sont considérés comme des effets positifs sur l'échelle du mérite. Je m'attendais à plus de compréhension pour les travailleurs non déclarés.

Observe-t-on une différence entre Romands et Alémaniques? Elle n'est pas énorme. Les Romands sont légèrement plus tolérants vis-à-vis des travailleurs au noir. Et un peu plus favorables à une aide à fonds perdu.

Quels sont les instruments d'aide privilégiés par les Suisses? L'instrument favori (pour 30,6%) demeure les prêts sans intérêts à rembourser dans les cinq ans. Un quart des sondés leur privilégie une aide à fonds perdu, et la différence en fonction de leur orientation politique n'est pas énorme (26% favorables à gauche contre 22% à droite).

C'est peut-être qu'à droite, on est plus sensible au sort des petits indépendants. Le reste des opinions se répartit entre des prêts avec un taux d'intérêt de faveur et une variante peu discutée, celle d'un prêt remboursable seulement si les affaires se rétablissent.

Le sort des étrangers, lui, n'a pas varié avec le coronavirus! On aurait pu s'attendre à ce qu'en situation exceptionnelle, la nationalité perde de son importance. D'autant plus qu'une grande partie du personnel hospitalier est étrangère ou frontalière. Mais les stéréotypes anti-étrangers perdurent. Il faut dire que ces opinions ne sont pas toujours rationnelles, elles viennent du ventre.

Est-ce que cette solidarité va perdurer? Pas indéfiniment. Je pense qu'à la fin de l'année, devant les déficits de la Confédération, les voix défendant l'orthodoxie budgétaire vont se faire entendre. ■

INTERVIEW